



HAL
open science

”Se nos roubar, vamos queimar!”. Vers une nouvelle guerre civile au Mozambique?

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. ”Se nos roubar, vamos queimar!”. Vers une nouvelle guerre civile au Mozambique?. 2015. halshs-02474471

HAL Id: halshs-02474471

<https://shs.hal.science/halshs-02474471>

Submitted on 11 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

“SE NOS ROUBAR, VAMOS QUEIMAR!”* VERS UNE NOUVELLE GUERRE CIVILE AU MOZAMBIQUE?

02/02/2015 Michel CAHEN

En 1994, la COFACE (Compagnie française pour l’assurance du commerce extérieur) voulait savoir si la Mozal, une électrométallurgie de la bauxite fondée sur la main d’œuvre bon marché mozambicaine, l’électricité importée d’Afrique du Sud, le minerai venant d’Australie et l’aluminium revendu immédiatement au Japon – bref, un schéma parfaitement colonial – serait viable et si la guerre civile allait reprendre dans les douze ans. Telle était la durée de sa garantie. Avec un autre collègue de LAM (qui se reconnaîtra), nous avons garanti que la guerre civile ne reprendrait pas au cours de ce délai et que l’environnement régional serait favorable. Nous ne nous sommes pas trompés. Même si la Renamo (*Resistência nacional de Moçambique*), l’ancienne rébellion appuyée par l’apartheid pour combattre le Frelimo (*Frente de libertação de Moçambique*) “marxiste-léniniste” pendant la terrible guerre civile de 1977 à 1992 estime avoir toujours perdu les élections par la fraude – ce qui me semble au moins partiellement vrai, notamment en 1999 – et n’a jamais rien obtenu du gouvernement par la négociation pendant des années, il aurait été suicidaire pour elle de recourir à nouveau aux armes grâce aux quelques centaines de soldats qu’elle n’avait jamais démobilisés. La société mozambicaine voulait vivre dans la paix et, plutôt que d’amnistie, avait besoin d’amnésie.

Le Frelimo a donc gagné toutes les élections générales (présidentielles, législatives et provinciales), en 1994, 1999, 2004, 2009 et encore les dernières du 15 octobre 2015. En 2004 et 2009, les scores du Frelimo ont cru en pourcentage, avec néanmoins un abstentionnisme

* “S’ils nous volent [le résultat des élections], on met le feu”.

considérable, notamment dans les zones acquises à l'opposition, découragées de voter depuis la fraude de 1999. La Renamo était tombée à 15% des voix selon les résultats officiels. En 2013, le pouvoir a perdu quatre municipalités, dont les deuxième et troisième villes du pays (et sans la fraude – une opportune panne d'électricité de deux heures au moment du dépouillement –, il aurait perdu la capitale). En 2015, fait nouveau, la participation, sans être massive (48%), a néanmoins regagné 10 % et l'opposition a, *grosso modo*, doublé ses gains bien que le Frelimo restât majoritaire (57%): il y a clairement une relation entre les deux phénomènes. De nombreux Mozambicains recommencent à voter.

Durant ces années d'une hégémonie de convenance pluraliste, le Frelimo, l'ancien parti "marxiste-léniniste" donc, est devenu le parti naturel des secteurs les plus capitalistes de l'élite mozambicaine pendant que la Renamo, l'ancienne rébellion "procapitaliste", a conforté sa base sociale parmi les secteurs les plus pauvres de la population, notamment dans le centre et le nord du pays. Elle y est majoritaire (entre 50 et 60%), sans pour autant réaliser les scores hégémoniques du Frelimo dans le Sud (80% et plus). Plus récemment, le Frelimo s'est renforcé non seulement grâce à la revitalisation de son appareil par le président Armando Guebuza, mais aussi par l'annonce de la découverte de nouvelles ressources minérales (gaz, charbon, pétrole), notamment dans le nord du pays. L'élite s'est enrichie. Le néo-patrimonialisme s'est élargi dans un premier temps, avant de montrer des signes d'essoufflement. La population ne vit pas plus mal qu'il y a vingt ans, mais elle a nourri des attentes qui n'ont pas été satisfaites. Cela a généré un profond mécontentement, des émeutes urbaines graves en 2008 et 2010 à cause de hausses du prix des produits de première nécessité, et favorisé la montée de l'opposition lors des dernières élections. Les gens critiquent maintenant sans peur. *On a changé de période*: ce n'est plus le contexte postcolonial de la guerre civile et de son immédiat après-guerre ; on est entré dans une situation de domination sans hégémonie. En effet, le Frelimo, durant toutes ces années, n'a jamais ouvert *socialement* le pouvoir, mieux partagé les richesses. Les indices du développement humain le montrent, il y a un gouffre entre Maputo et les provinces centrales du pays par exemple. Les inégalités économiques régionales se

combinent avec le facteur ethnique. Pour autant, ni la guerre civile, ni le mécontentement actuel n'ont été à proprement parler ethniques. Il s'agit plus d'un sentiment diffus, mais profond, selon lequel les "gens du Sud mangent tout", un sentiment régional d'oppression, voire de recolonisation par une élite arrogante qui vit très loin dans le Sud, "dans la nation", c'est-à-dire dans la capitale.

Les deux tiers des Mozambicains sont nés après la guerre anticoloniale et plus d'un tiers après la guerre civile. Pour des masses énormes de jeunes très pauvres, ces deux guerres ne sont plus des facteurs politiquement structurants. Ce qui est structurant, c'est leur désespoir social, et, de plus en plus, leur certitude que le Frelimo gagne toujours grâce à la fraude. Une partie veut "partir en guerre". "*Se nos roubar, vamos queimar*"*, disaient-ils en répondant par des pierres aux provocations de la police militaire, à Nampula, le 12 octobre dernier. L'histoire récente semble leur donner raison. Pour une série complexe de raisons que l'on ne peut aborder ici, la Renamo a, en effet, partiellement repris les armes en 2013 et 2014, notamment dans les provinces de Sofala et Manica (centre du pays), suite au blocage complet des négociations avec le gouvernement du Frelimo sur trois points: une nouvelle loi électorale apte à empêcher la fraude, la réinsertion de ses anciens combattants et enfin un meilleur partage des richesses dans le pays. Pendant les affrontements militaires de 2013-2014, la Renamo a pris soin (à quelques exceptions près) de ne jamais attaquer les civils et de toujours maintenir ses trois revendications "démocratiques". Elle a remporté la totalité des affrontements et, dans l'armée gouvernementale, les pertes ont été nombreuses et les désertions massives. Une quasi-insurrection de la jeunesse (barricades) à Beira, la deuxième ville du pays, s'est opposée au recrutement pour le service militaire, en fait pour aller combattre la Renamo. Après une lourde médiation internationale, Afonso Dhlakama (président de la Renamo) est sorti du maquis le 5 septembre 2014 pour immédiatement commencer la campagne électorale. Il est apparu comme l'homme de paix, le dirigeant prêt au compromis, alors que le président en exercice, Armando Guebuza, apparaissait comme intransigeant, mettant la paix en danger. Surtout, dans un contexte de culture politique qui n'a jamais connu la démocratie,

Dhlakama, capable de vaincre le Chef, a gagné lui aussi sa légitimité de nouveau Chef, du Maître que l'on craint mais que l'on peut aimer, à l'inverse du Dominant non Maître que l'on craint sans l'aimer – celui qui dirige l'élite du pays (C. Geffray, *Le nom du Maître*, Strasbourg, Arcanes, 1997). Ce nouveau Chef est ainsi revenu dans l'arène politique centrale.

Lors de l'affaiblissement continu de la Renamo jusqu'en 2012, le pouvoir de Dhlakama au sein de son parti et de ses anciens combattants avait été de plus en plus remis en cause. S'il a ressoudé sans faille l'unité autour de sa personne, c'est grâce à la combinaison d'opérations militaires victorieuses et de revendications démocratiques. Il vient, officiellement, de perdre une fois de plus les élections, malgré une formidable mobilisation de sa base absolument convaincue qu'il y a à nouveau eu fraude à un niveau tel que les résultats ont été inversés. Quand ce sentiment "social" (« *l'élite* nous a encore volés ») se combine avec l'inégalité régionale que l'on a déjà évoquée, quand des régions ont toujours voté pour l'opposition depuis 1994, c'est le pays lui-même (pour ne pas parler de la nation, faiblement existante) qui est ressenti comme une camisole. "Pourquoi ne pas partager le Mozambique?" est une question souvent et sérieusement posée par des gens calmes qui veulent maintenir la paix: le Frelimo garderait le Sud, qui a toujours voté pour lui, et la Renamo le Nord qui (à l'importante exception du Cabo Delgado) lui a bien souvent donné la majorité (en 1994, 1999, 2015). Les dirigeants de la Renamo, en privé, partagent entièrement ce sentiment, considérant que l'élite du Sud n'a fait que remplacer les Portugais dans la colonisation du pays.

Persuadé qu'il a remporté des élections qui l'ont donné officiellement perdant, mais sachant qu'il n'obtiendra pas l'annulation des résultats et de nouvelles élections, Dhlakama a demandé la création d'un "gouvernement de gestion" avec des ministres des deux partis (dont lui-même ne ferait pas partie), et la nomination de gouverneurs Renamo dans les provinces où elle est le parti le plus représentatif. Le Frelimo refuse catégoriquement. Le 15 janvier dernier, après que tous les recours de l'opposition ont été rejetés pour "vice de forme", "manque de

fondement”, “présentation hors délai”, etc., le nouveau président Filipe Jacinte Nyusi, un Maconde (extrême-Nord), ancien ministre de la Défense (celui qui n’a pas réussi à vaincre la Renamo par les armes en 2013-2014), a été investi quatrième président de la République depuis l’indépendance. Il a immédiatement nommé les gouverneurs de province, tous du Frelimo. Il a présenté un gouvernement incluant toutes les sous-factions du Frelimo, mais n’a pas pris un seul ministre non Frelimo. Strictement rien n’indique qu’il va accepter de remanier son gouvernement pour en faire, avec ou sans le nom, le gouvernement de gestion demandé par la Renamo. Aujourd’hui, Dhlakama devait rencontrer des médiateurs (dont l’évêque anglican du Mozambique) à Quelimane. Mais on ne peut attendre de résultats rapides de ces conversations.

Or Dhlakama doit absolument offrir quelque chose à sa base sociale pauvre, à ses anciens combattants, à ses cadres, sur qui il a repris la main lors de la crise politico-militaire de 2013-2014, main qu’il pourrait perdre rapidement s’il se laissait paralyser dans des négociations interminables avec le gouvernement comme après 1999. Il a proclamé qu’il allait nommer ses propres gouverneurs dans six provinces qui formeraient la “République du Centre et du Nord du Mozambique”. Officiellement, il ne s’agit pas de couper le pays en deux, mais de créer un rapport de force pour un pays nouveau, réunifié mais provincialisé ou fédéralisé. Si ces gouverneurs restent “fantômes” comme le “gouvernement fantôme” que la Renamo avait nommé après 2000 qui n’a eu aucun rôle tangible, Dhlakama sera rapidement contesté. Il n’a pas besoin de prendre officiellement l’initiative de violences organisées. Il lui suffit de faire savoir qu’il ne s’oppose plus à ce que les jeunes désespérés prêts à “entrer en guerre”, partent attaquer à la machette les sièges locaux du parti du pouvoir et ses notables. La police militaire sera alors obligée de réagir très violemment et, à son tour, la Renamo lancera ses quelques centaines de soldats en défense de ces jeunes. Tel ou tel régiments de l’armée régulière basés dans le Centre ou le Nord, très mécontents de leur situation, pourraient la rejoindre ou d’autres, plus nombreux, préserver leur neutralité. Une autre hypothèse est que la nomination des gouverneurs de la Renamo soit violemment interrompue

par la police en ville, entraînant alors un cercle vicieux du même genre.

Filipe Jacinte Nyusi pourrait-il enfin “ouvrir le pouvoir”, rompant avec l’orientation de son prédécesseur Armando Guebuza ? Il y gagnerait en stature et en autonomie. Rien ne l’indique. Mais j’espère sincèrement me tromper. Réponse dans quelques jours, quelques semaines au plus.

Bordeaux, le 21 janvier 2015